

[Text]

Mme Gabrielle Bertrand (députée de Brome—Missisquoi): Avant de poser ma seule question, j'aimerais faire un commentaire sur la question que mon collègue Richardson a posée sur l'enseignement d'une des deux langues officielles ou des deux langues officielles aux réfugiés et aux immigrants.

Vous nous avez parlé d'une visite que vous avez faite dans un camp de Thaïlande. J'ai fait la même chose, mais pas en même temps que vous. Dans ce que j'ai vu, c'était la province de Québec qui offrait, dans le camp de réfugiés, des cours quotidiens à tous ceux qui souhaitaient s'établir au Québec. C'était très intéressant de voir ces jeunes à qui on indiquait comment se débrouiller dans le métro de Montréal. C'est peut-être la première chose qu'un immigrant ou un réfugié a à faire quand il arrive dans une ville. C'était aux frais de la province. Il serait bon que chaque province, que ce soit une province anglophone ou un province francophone, voie à donner le minimum nécessaire aux réfugiés à l'intérieur du camp, afin qu'ils sachent au moins comment se débrouiller et apprennent les rudiments de la langue.

Ma question a trait à l'alphabétisation. Vous avez annoncé l'année dernière de nouveaux programmes, en collaboration avec les provinces, par le biais des commissions scolaires. Dernièrement, j'ai eu le plaisir de présenter deux chèques importants dans mon comté. Sachant que c'est un besoin primordial, on est stupéfait de voir l'ampleur du problème, le nombre de gens qui, par fierté, n'avouent pas qu'ils sont analphabètes avant l'âge de 30, 40 ou 50 ans. Avant de commencer à donner d'autres cours, il faut penser à la base.

Je vois que le budget a été augmenté de 108 p. 100. Dans les programmes d'alphabétisation, quelles sont les proportions de Canadiens de langue française ou anglaise et d'immigrants ou réfugiés? Je sais que c'est accessible à tout le monde, mais quelle proportion de votre budget est consacrée à des citoyens francophones et anglophones par rapport à la proportion consacrée aux citoyens immigrants?

• 0905

M. Weiner: Monsieur le président, nous connaissons tous le grave problème des analphabètes dans notre pays: 25 p. 100 de la population ne sont pas capables de fonctionner dans la société moderne. C'est une crise. Une société qui essaie de marcher sur trois pieds au lieu de quatre à des problèmes très graves.

Quand nous avons reçu notre argent, nous avons pris les moyens nécessaires pour bâtir un partenariat. Comme vous l'avez indiqué, nous avons des ententes informelles ou formelles avec toutes les provinces. Je dois féliciter la province de Québec et M. Claude Ryan avec qui nous avons signé une entente de quatre ans sur les programmes d'alphabétisation. Je suis sûr que les projets que nous avons annoncés et que nous allons continuer d'annoncer seront d'un bénéfice énorme.

Nous avons également bâti des partenariats avec le secteur non gouvernemental, le secteur privé. Il y a beaucoup d'hommes et de femmes d'affaires qui sont maintenant impliqués. Nous pourrions, bien sûr, utiliser plus d'argent, mais avec le montant que nous avons, nous pouvons bâtir des partenariats. Nous voyons que toute la communauté canadienne essaie de faire quelque chose pour faire avancer la cause.

[Translation]

Mrs. Gabrielle Bertrand (Brome—Missisquoi): Before asking my only question, I would like to comment on the question raised by my colleague Mr. Richardson on the teaching of one of the official languages or of both official languages to refugees and immigrants.

You mentioned that you visited a camp in Thailand. So did I, but not at the same time you did. What I saw was that the Province of Quebec offered daily courses in refugee camps for all those who wished to settle in Quebec. It was very interesting to see these youngsters being taught how to find their way around the Montreal subway. That may well be the first thing an immigrant or a refugee has to do when he arrives in a city. The province funded this program. It may be a good idea for every province, be it francophone or anglophone, to provide the minimum instruction needed by refugees within the camp so that they can at least get along and learn the rudiments of the language.

My question is with regard to literacy. Last year, you announced new programs in co-operation with the provinces to be provided through school boards. I recently had the pleasure of presenting two large cheques in my riding. When you know how essential literacy is, you cannot help but be stunned by the magnitude of this problem; by the number of people who are too proud to admit they are illiterate before they reach 30, 40 or 50 years of age. Before we start providing other courses, we have to think of the basics.

I see that the budget has been increased by 108%. What is the proportion of anglophone and francophone Canadians and of immigrants and refugees in literacy programs? I know these programs are accessible to all, but what proportion of your budget is earmarked for francophone and anglophone citizens compared to immigrants?

Mr. Weiner: Mr. Chairman, we are all aware of the serious problems of illiteracy in our country: 25% of the population is unable to function in our modern society. This is a crisis. A society that tries to walk on three legs instead of four has very serious problems indeed.

When we received our funds, we did what was necessary to build a partnership. As you have indicated, we have informal agreements with all the provinces. I must congratulate the Province of Quebec and Mr. Claude Ryan with whom we signed a four-year agreement on literacy programs. I am sure that the projects that we have announced and that we will continue to announce will provide enormous benefits.

We have also established partnerships with the non-governmental sector, the private sector. Many businessmen and women are now involved. Of course, we could use more money, but with the amount we have, we can build these partnerships. We have seen that the entire Canadian community is trying to do something to advance this cause.